

La dynamique du marché du travail
dans l'agglomération d'Antananarivo
entre 1995 et 1999 :
La croissance macro-économique
profite-t-elle aux ménages ?

Mireille RAZAFINDRAKOTO
François ROUBAUD

RESUME

Madagascar enregistre depuis 1997 des performances macro-économiques sans précédent. Cependant, des interrogations subsistent, d'une part, sur les fondements de ce diagnostic, compte tenu des lacunes en termes d'informations statistiques, et d'autre part, sur l'impact effectif de cette dynamique sur les conditions de vie des ménages malgaches. Partant de données de qualité sur cinq années consécutives de 1995 à 1999, disponibles grâce à un dispositif d'enquêtes solide, l'analyse du marché du travail et des conditions de vie des ménages confirme la trajectoire favorable de l'économie pour les habitants de l'agglomération d'Antananarivo. L'arrêt du processus d'informalisation du marché du travail, le dynamisme du secteur privé formel, et notamment de la zone franche, en termes de création d'emploi, et surtout les gains substantiels de pouvoir d'achat des ménages (dont le revenu moyen augmente de 38% en l'espace de quatre ans), sont autant de signes encourageants, témoignant de l'amélioration de la situation économique. Les effets induits de cette dynamique, parmi lesquels le recul du chômage et du sous-emploi, la diminution du taux d'activité des enfants qui entraîne de façon concomitante une hausse du taux de fréquentation scolaire, l'affaiblissement de la discrimination entre hommes et femmes en termes de rémunération, la régression de la pauvreté, constituent des résultats positifs qui méritent d'être soulignés. Toutefois, si tous les ménages ont tiré profit de cette reprise économique, celle-ci semble avoir plus favorisé les mieux lotis. Ainsi, des politiques adéquates doivent être mises en place pour mieux répartir les fruits de la croissance et pour consolider la dynamique en cours.

ABSTRACT

National accounts data indicate good performance since 1997. But how far can we trust this diagnostic given the weakness in official statistics? If the improvement in real growth reveals effective, do households benefit from it? To address these questions, this study analyzes reliable data from five consecutive surveys on employment and household living conditions, from 1995 to 1999. The results confirm the current favorable orientation of the economy for the people of Antananarivo. The formal private sector dynamism in terms of job creation, and the sizeable increase of household purchasing power are the most striking evidence of rapid recovery of the labor market. Due to this positive trend, under-employment and unemployment decrease, the reduction of child employment rate leads to a better school enrollment, and the incidence of poverty declines.

Table des matières

INTRODUCTION	5
1. L'ENQUETE-EMPLOI A MADAGASCAR : UN DISPOSITIF UNIQUE EN AFRIQUE..	5
1.1. Le contexte.....	5
1.2. L'enquête-emploi : pilier des statistiques sur les ménages	6
1.3. Les caractéristiques du dispositif d'enquêtes.....	8
2. LA DYNAMIQUE DU MARCHE DU TRAVAIL : LA CROISSANCE RETROUVEE	10
2.1. La dynamique socio-démographique.....	10
2.2. L'arrêt du processus d'informalisation du marché du travail.....	11
2.3. La dynamique des revenus d'activité entre 1995 et 1999 : des gains substantiels de pouvoir d'achat.	13
2.4. ...qui profitent à l'ensemble des membres du ménage.....	15
3. LES EFFETS INDUITS DE LA CROISSANCE.....	16
3.1. L'embellie se traduit par un recul important du sous-emploi	16
3.2. ... et de la mobilisation " forcée " de la main-d'œuvre familiale	17
3.3. L'amélioration progressive de la situation des femmes.	18
3.4. ... et des enfants	20
3.5. La pauvreté régresse.	21
3.6. ... mais les inégalités persistent.....	23
CONCLUSION	24
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	26

Liste des tableaux

Tableau n° 1-1 :	Principales caractéristiques de l'enquête-emploi et de ses dérivées 1995-1998	8
Tableau n° 2-1 :	Contribution des secteurs à la création nette d'emplois 1995-1999.....	12
Tableau n° 3-1 :	Une corrélation négative entre l'activité de la femme ou de l'enfant et le revenu du ménage (Modèle logit).....	18
Tableau n° 3-2 :	Evolution de la pauvreté monétaire dans l'agglomération d'Antananarivo 1995-99.....	21
Tableau n° 3-3 :	Résultats de dominance sur l'évolution de la pauvreté.....	22
Tableau n° 3-4 :	Evolution des conditions de vie des ménages 1995-99.....	22
Tableau n° 3-5 :	Evolution des inégalités sur le marché du travail 1995-99.....	23
Tableau n° 3-6 :	Evolution des inégalités entre les ménages 1995-99	23

Liste des graphiques

Graphique n° 2-1 :	Evolution de la structure des embauches 1995-1999.....	12
Graphique n° 2-2 :	Evolution des revenus d'activité 1995-1999.....	14
Graphique n° 2-3 :	Evolution des revenus d'activité selon le niveau d'étude 1995-1999.....	14
Graphique n° 2-4 :	Evolution des revenus d'activité selon le CSP 1995-1999.....	15
Graphique n° 2-5 :	Une meilleure insertion des diplômés du supérieur 1995-1999	15
Graphique n° 2-6 :	Evolution des revenus d'activité des ménages 1995-1999	16
Graphique n° 3-1 :	Evolution du chômage et du sous-emploi 1995-1998.....	17
Graphique n° 3-2 :	La difficile insertion des pauvres sur le marché du travail.....	17
Graphique n° 3-3 :	Evolution du taux d'activité selon l'âge et le sexe.....	18
Graphique n° 3-4 :	Les écarts de rémunération entre hommes et femmes se réduisent.....	19
Graphique n° 3-5 :	Evolution du nombre moyen d'heures consacrées aux activités domestiques et professionnelles selon le sexe.....	20
Graphique n° 3-6 :	L'accès des femmes aux postes de cadres, de salariés dans l'administration ou dans les entreprises publiques	20
Graphique n° 3-7 :	La croissance réduit le taux d'activité des enfants.....	21
Graphique n° 3-8 :	Evolution du revenu moyen par tête par quartile.....	24

INTRODUCTION

Après de longues années de stagnation, en 1997 Madagascar a enregistré des performances macro-économiques parmi les meilleures depuis le début des années 70. En particulier, la croissance du PIB par tête a été positive, de l'ordre de +1%, semblant indiquer que la nouvelle politique économique commence à porter ses fruits. Depuis cette date, le processus s'est accéléré. L'accroissement du PIB par tête se situe autour de +2% en 1999 (Andrianjaka, Rabeloma et Rarivoarivelomana, 1999). Cependant, ces chiffres encourageants nous informent peu sur l'impact réel de cette conjoncture sur le niveau de vie de la population. D'une part, parce que la fiabilité des grands agrégats économiques est faible (Razafindrakoto, Roubaud, 1996). A titre d'exemple, les lacunes en termes d'informations statistiques sur le secteur agricole ainsi que les incohérences entre les sources sur les chiffres du commerce extérieur conduisent à s'interroger sur la crédibilité des données du cadrage macro-économique. Et d'autre part, parce que même si la croissance affichée s'avérait effective, les ménages n'en ont pas forcément bénéficié. La série des 5 enquêtes-emplois réalisées chaque année depuis 1995 par l'INSTAT à travers le projet MADIO apportent un éclairage unique sur cette question, en révélant l'évolution de l'activité, du chômage et des revenus dans l'agglomération d'Antananarivo.

Nous présenterons dans un premier temps le dispositif d'enquête qui est à l'origine de la disponibilité de données de qualité sur le marché du travail et les conditions de vie des ménages pour cinq années consécutives. La deuxième partie traitera spécifiquement de la dynamique des emplois et des revenus et permettra de confirmer la trajectoire favorable de l'économie pour les ménages de la capitale. Enfin, nous passerons en revue dans une troisième partie les effets induits de cette conjoncture positive sur la population. Nous analyserons notamment les impacts sur le niveau du sous-emploi et du taux d'activité, sur la discrimination entre les hommes et les femmes, sur la scolarisation des enfants, sur le niveau de la pauvreté et des inégalités.

1. L'ENQUETE-EMPLOI A MADAGASCAR : UN DISPOSITIF UNIQUE EN AFRIQUE

1.1. Le contexte

Depuis le début de la décennie, Madagascar s'est engagé dans un double processus de transition : transition économique vers l'économie de marché, transition politique vers la démocratie représentative. Plus récemment, la lutte contre la pauvreté est devenue l'objectif principal, sinon unique, de la politique économique du gouvernement, avec l'appui de l'ensemble des bailleurs de fonds internationaux. Ce changement radical dans la stratégie de développement du pays implique une modification en profondeur des structures et du mode de régulation de l'économie malgache. **Le suivi en temps réel de la situation économique est un impératif** pour mesurer l'impact des réformes, juger de l'efficacité des politiques et procéder aux ajustements nécessaires le cas échéant. Ce suivi, pour être correctement assuré, doit s'appuyer sur **un système d'informations statistiques fiable, actualisé et performant**. L'accent mis sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration du bien-être de la population implique que le dispositif de suivi/évaluation s'articule autour d'un volet central **d'enquêtes auprès des ménages, permettant de mesurer l'évolution de leurs conditions de vie**. Enfin, la mise à disposition d'informations économiques et sociales, accessible à tous, est aussi une exigence démocratique.

Ces considérations pourraient sembler superflues, tant elles sont triviales, mais la situation observée dans la plupart des pays pauvres, Madagascar ne faisant pas exception, montre que ces conditions minimales ne sont pas remplies. Dans le pire des cas, les données sur les ménages sont inexistantes. Au mieux, elles sont lacunaires, de qualité médiocre et souvent produites avec des délais si longs qu'elles perdent toute pertinence comme instrument d'aide à la décision. Il convient de souligner une très nette amélioration de la situation depuis la fin des années 80, de vastes programmes d'enquêtes ayant été mis en chantier, notamment sous l'impulsion de la Banque Mondiale. Cependant, le bilan de ces opérations, particulièrement en Afrique, est mitigé : les progrès quantitatifs enregistrés (nombre d'enquêtes) s'est largement fait au détriment de la qualité. L'application des critères internationaux de validation des données montrerait dans de nombreux cas que les enquêtes ne sont pas exploitables. Pour ne prendre que le cas du suivi de la pauvreté, on peut raisonnablement affirmer qu'il est impossible de connaître le nombre de pauvres en Afrique, et encore moins son évolution dans le temps, du fait de l'incohérence des informations fournies par les enquêtes (mauvaise qualité des données de base, changements de méthodologie, etc.). La conséquence directe de cet état de fait est d'une part le pilotage en aveugle des politiques économiques et d'autre part, la disqualification de la fonction statistique par les décideurs qui mesurent mal l'intérêt d'investir dans ce domaine. L'indigence des instituts nationaux de statistique (INS) sur le continent est un bon indicateur de cette déshérence (Afristat, 1998).

Sous l'impulsion des bailleurs de fonds, Madagascar a accompli un véritable bond en avant en matière d'enquêtes auprès des ménages depuis 10 ans : recensement en 1993, enquêtes permanentes en 1993, 1997 et 1999, enquêtes démographiques et de santé (1992, 1997). Si l'ensemble de ces opérations a pu être mené à terme avec succès en fournissant une masse d'informations précieuses sur les ménages malgaches dans de nombreux domaines, certains problèmes techniques et surtout leurs coûts les rendent hors de portée des budgets nationaux.

1.2. L'enquête-emploi : pilier des statistiques sur les ménages

Dans la plupart des pays du monde, au premier rang desquels les pays développés, mais aussi dans les PED d'Amérique Latine, d'Asie, du Maghreb, etc., bref partout sauf en Afrique sub-saharienne, l'enquête-emploi est au centre du dispositif statistique auprès des ménages. Par enquête-emploi, on entend un type générique d'enquêtes par sondage auprès des ménages, périodique et standardisée au niveau international, traitant du marché du travail en général, des conditions d'activité de la population (emploi, chômage, revenus, etc.). Non seulement, il s'agit de l'enquête auprès des ménages la plus répandue, mais aussi celle qui a connu le plus grand effort d'harmonisation des concepts et des méthodologies de mesure, pour permettre des comparaisons internationales, notamment sous l'impulsion du BIT (BIT, 1990). L'exception africaine, qui provient de raisons historiques (la place prépondérante des statistiques d'entreprises résultant de la priorité accordée aux stratégies d'industrialisation autocentrée, encadrée par l'Etat) mérite d'être corrigée.

Deux types d'arguments militent en faveur d'une généralisation des enquêtes-emplois en Afrique. On peut d'abord invoquer des raisons économiques. La question de l'emploi est d'autant plus centrale en Afrique que **l'immense majorité de la population tire ses revenus du travail**, notamment les plus pauvres, les transferts institutionnels (prévoyance sociale) et les revenus du capital ne jouant qu'un rôle marginal. Plus qu'ailleurs, l'amélioration du fonctionnement du marché du travail et de l'accès à l'emploi devrait être au centre des politiques économiques.

Au-delà des considérations économiques et sociales, la mise en place d'enquête-emploi se justifie pour des raisons techniques qui touchent à la fois à la gestion statistique des enquêtes et au renforcement des

capacités institutionnelles des INS. D'abord, et à la différence des pays développés, il n'existe pas de statistiques administratives (fichiers de chômeurs par exemple) qui permettraient de se substituer partiellement ou intégralement à des opérations de type statistique. La présence massive du secteur informel élimine l'option de la mesure de l'emploi et des conditions d'activité par voie d'enquêtes auprès des entreprises. Ensuite, **les enquêtes-emploi sont particulièrement aisées à mettre en œuvre. Le questionnaire est léger** et peut être appliqué sur le terrain dans un temps limité. Ces performances se comparent avantageusement, à celles des enquêtes lourdes, où il n'est pas rare que les questionnaires dépassent 100 pages et nécessitent plusieurs heures, voire plusieurs jours d'interviews. C'est le cas notamment des enquêtes multi-objectifs, ou simplement des enquêtes budget-consommation, dans la mesure où l'obtention d'estimateurs fiables ne peut se faire qu'au prix de procédures complexes et fastidieuses. Cette complexité a d'ailleurs contribué à l'échec de nombreuses opérations de ce genre¹.

En conséquence, le coût des enquêtes-emploi est limité, pour les raisons ci-dessus mentionnées. Enfin, elles apportent une base idéale pour élaborer des stratifications opératoires sur les ménages, servant à greffer des modules additionnels sur les thèmes les plus variés, comme le montre l'expérience de MADIO. En particulier, l'articulation enquête-emploi/ enquête sur le secteur informel se présente comme la meilleure solution pour constituer un échantillon représentatif d'unités de production informelles, qui fait aujourd'hui partie intégrante du dispositif de statistique minimum en Afrique.

L'opérationnalité des enquêtes-emploi, dans un contexte de rareté des ressources (aussi bien financières qu'humaines) cumulent deux avantages importants à prendre en compte :

- elles permettent d'envisager l'amorce de séries temporelles, au fondement même de l'analyse économique. La continuité d'enquêtes viables dont les concepts comme les résultats sont standardisés (taux d'activité, taux de chômage, etc.) facilitent l'usage de méthodes (économétriques notamment) au service de l'analyse des comportements aussi bien micro que macro-économiques ;
- elles sont un bon instrument pour dynamiser les équipes de statisticiens africains. Confrontées à d'immenses difficultés, celles-ci ont besoin de projets mobilisateurs, dont la probabilité d'échec est faible. En conséquence, il convient de favoriser des enquêtes maîtrisables par des équipes restreintes, dont on sait par avance quels sont les résultats à diffuser et qui ne dépendent pas des aléas causés par des besoins de financement trop volumineux, par définition impossible à imputer sur des budgets nationaux réduits à la portion congrue.

Fort de ce diagnostic, l'INSTAT, à l'instigation et avec l'appui du projet MADIO, a mis en place depuis 1995 un dispositif d'enquêtes-emploi sans équivalent en Afrique.

1. Living measurement Standard Surveys, enquêtes intégrales, enquêtes prioritaires, etc. La stratégie qui consiste à asseoir le dispositif de statistique auprès des ménages sur des enquêtes condition de vie qu'a tenté de mettre en place la Banque Mondiale dans le cadre du projet DSA (Dimensions Sociales de l'Ajustement) au milieu des années 80 et qui reste encore à l'ordre du jour, est vouée à l'échec du fait de la complexité de ces enquêtes et de l'insuffisance de compétences disponibles en Afrique. Même dans la plupart des pays développés cette stratégie a été écartée. Par exemple, un pays comme la France, qui dispose d'expériences et de ressources incommensurablement supérieures à celle des pays africains, ne réalise d'enquêtes budget-consommation qu'une fois tous les cinq ans, alors que l'enquête-emploi y est réalisée en continu.

1.3. Les caractéristiques du dispositif d'enquêtes

L'enquête-emploi malgache existe depuis cinq ans. Elle est reconduite tous les ans. Elle fournit des informations annuelles et rapides sur la situation et l'évolution du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo, et analyse son mode de fonctionnement. Il s'agit de la seule source d'information disponible à Madagascar qui permet d'établir un diagnostic en temps réel des retombées des politiques économiques sur la population (emploi, chômage, revenus, etc.). L'enquête-emploi porte sur un échantillon représentatif de 3.000 ménages (soit environ 15.000 personnes), dont un tiers est renouvelé d'un exercice à l'autre. Grâce à cette dimension de panel, il est possible de suivre les trajectoires individuelles dans le temps.

Outre sa thématique principale, centrée sur le marché du travail, elle joue un rôle pivot dans l'élaboration d'un cadre beaucoup plus large d'enquêtes auprès des ménages. Deux techniques sont mobilisées pour étendre le champ des questions couvertes : les greffes d'enquêtes ² et l'ajout de modules thématiques variables au questionnaire de base. Dans la première catégorie, on peut citer les enquêtes 1-2-3 sur le secteur informel, la consommation et la pauvreté, l'enquête SET97 sur la santé, l'éducation et les transferts, ou encore BIOMAD98 sur les trajectoires biographiques (famille, migration, emploi). Dans la seconde, on mentionnera, entre autres, les modules supplémentaires sur la perception des réformes économiques et le rôle de l'Etat (1995), la demande d'éducation et les politiques scolaires (1996), l'identité ethnique, les pratiques religieuses, la sociologie électorale et le rôle des partis et de la classe politique (1997), la réforme de la fonction publique et la privatisation (1998).

Tableau n° 1-1 : Principales caractéristiques de l'enquête-emploi et de ses dérivées 1995-1998

	Enquête-emploi	Phase 2	Phase 3
Thématique	Marché du travail	Secteur informel	Consommation
Couverture	Agglo. Antananarivo	Agglo. Antananarivo	Agglo. Antananarivo
Périodicité	Annuelle	Tous les 3 ans	Tous les 3 ans
Nombre de réalisations	4, panels rotatifs au 1/3	2, coupes transversales	2, coupes transversales
Taille de l'échantillon	3.000 ménages, 15.000 indiv.	1.000 UPI	500 ménages
Coût unitaire (1.000 FF)	100	50	50

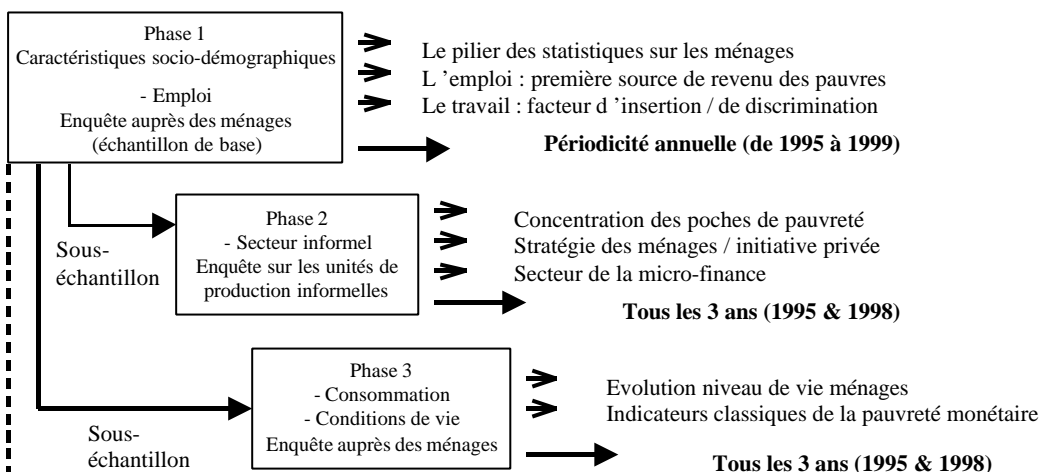
	SET 97	BIOMAD 98
Thématique	Santé, Education, Transfert	Trajectoires biographiques
Couverture	Agglo. Antananarivo	Agglo. Antananarivo
Périodicité	Ponctuelle	Ponctuelle
Nombre de réalisations	1	1
Taille de l'échantillon	1.000 ménages	2.400 individus
Coût unitaire (1.000 FF)	60	50

Note : Les coûts incluent toutes les opérations de terrain, de saisie et d'apurement, y compris la publication des premiers résultats.

2. L'enquête-emploi sert à tirer un sous-échantillon auquel est appliqué un second questionnaire sur un thème particulier.

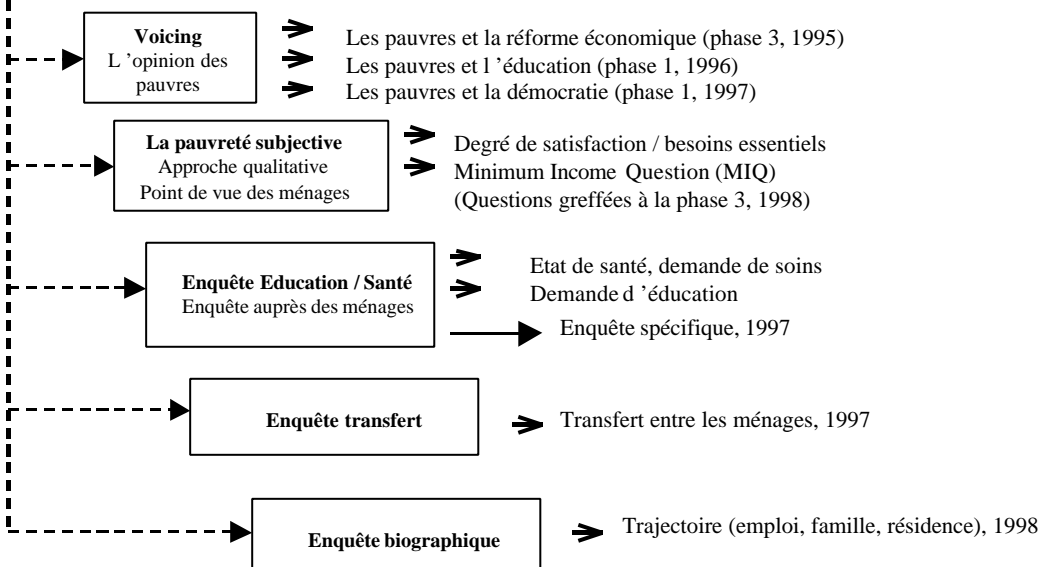
L'ENQUETE 1-2-3

Dispositif de base



Des modules thématiques variables

- soit sous forme de questions supplémentaires greffées à l'une des trois phases
- soit sous forme d'enquête spécifique sur un sous-échantillon suite à la phase 1



Les bases de ce dispositif sont aujourd'hui solidement établies. Ces principaux points forts sont : la fiabilité des informations, la régularité du suivi, la comparabilité dans le temps, la faiblesse des coûts, l'appropriation par les techniciens malgaches. Plusieurs raisons ont concouru à cette réussite : un dispositif léger et modulable, la reconduction d'une même méthodologie générant des économies d'échelle, un contrôle de qualité à tous les stades, la formation de cadres compétents et le renforcement des capacités institutionnelles, l'intégration dans le système d'information statistique national, la publication rapide des résultats et enfin leur large diffusion dans les médias. Ce sont d'ailleurs ces mêmes raisons qui ont conduit à choisir dans un premier temps une couverture géographique limitée à la capitale, et à n'envisager une extension du système qu'une fois la méthode consolidée et le processus d'enquête parfaitement maîtrisé. Un premier élargissement à l'ensemble des grands centres urbains du pays est prévu en l'an 2000.

L'étude de la dynamique du marché du travail entre 1995 et 1999, qui ne mobilise pourtant qu'une faible part de l'information disponible, donne un aperçu du type d'application et des potentialités du dispositif existant.

2. LA DYNAMIQUE DU MARCHE DU TRAVAIL : LA CROISSANCE RETROUVEE

2.1. La dynamique socio-démographique

Entre 1995 et 1999, **la population de l'agglomération s'est accrue au rythme de 5,4% l'an**, en passant de 932.000 à 1.152.000 personnes. Comparé au 2,8% enregistré au niveau national, on mesure le pouvoir d'attraction de la plus grande ville du pays. Celui-ci a d'ailleurs tendance à s'accélérer, puisqu'il était inférieur à 4% depuis l'Indépendance (Ravelosoa, Roubaud, 1996). La croissance de l'agglomération se fait surtout par densification de l'habitat, les limites géographiques n'ayant pas changé au cours des quatre dernières années. Dans le même temps, la capitale administrative (Antananarivo Renivohitra) qui comptait 722.000 habitants en 1995, en accueille 876.000 en 1999. Si ce croît démographique se maintient, elle dépassera le million en 2002.

La population d'Antananarivo partage nombre de traits avec beaucoup de mégapoles africaines. Elle est d'abord excessivement jeune. **La moitié des Tananariviens a moins de 21 ans**. Le poids des jeunes a au moins deux conséquences importantes. D'abord, ceux qui travaillent doivent prendre en charge un nombre d'inactifs particulièrement élevé, notamment les enfants. Ensuite, le système scolaire est soumis à rude épreuve pour intégrer chaque année tous les jeunes qui arrivent en âge de fréquenter l'école. Ainsi, entre 1997 et 1998, il aurait fallu créer 70 classes nouvelles de CP (à raison de 40 élèves par classe) pour absorber les 2.8 enfants de 6 ans supplémentaires, théoriquement supposés s'inscrire à l'école.

En revanche, la population d'Antananarivo présente des caractéristiques propres qui la différencient de nombre de ses consœurs africaines. On en mentionnera deux. **Antananarivo se caractérise par une étonnante homogénéité ethnique**, contrairement à ce que son statut de capitale nationale aurait pu laisser supposer. Plus de 9 habitants sur 10 sont Merina et 95% sont originaires des Hauts-Plateaux, tandis que les étrangers comptent pour moins de 1%. Ceci s'explique par les spécificités d'une dynamique migratoire structurellement réduite et de faible amplitude (intra-provinciale). A titre de comparaison, à Yaoundé, capitale camerounaise, la population d'origine locale n'excède pas 40% et plus d'un habitant sur deux est un migrant (contre resp. 90% et 19% à Tana). **L'intense brassage des populations propre aux pays en mouvement n'a pas encore touché Madagascar**. Par ailleurs, les structures familiales y

sont moins complexes qu'en Afrique sub-saharienne : pas de polygamie, ménages élargis minoritaires (33% contre 55% à Yaoundé), plaçant le pays à mi-chemin entre les pays du Nord et ceux du sous-continent.

2.2. L'arrêt du processus d'informalisation du marché du travail

En 1999, l'agglomération d'Antananarivo comptait 475.000 personnes ayant un emploi. Par rapport à 1995, où on dénombrait 415.000 actifs occupés, la croissance annuelle moyenne de la main-d'œuvre a été de 3,4%. **Le secteur informel reste de loin le principal pourvoyeur d'emplois**, avec 266.000 travailleurs, soit 56% du total. Il se concentre dans des unités de petite taille (environ la moitié sont des auto-emplois), et constitue le segment le plus fragile du marché du travail (établissements précaires, emplois peu rémunérateurs et dépourvus de protection sociale). **Le secteur privé formel arrive en seconde position**, avec 138.000 emplois auxquels on peut ajouter les 9.000 personnes qui exercent dans le « secteur social » (ONG, Eglises, associations, organismes internationaux, etc.). **L'administration publique forte de 44.000 fonctionnaires représente moins de 10% des emplois**, qui sont parmi les mieux payés et protégés. Bien qu'il s'agisse du secteur où les diplômés sont les plus nombreux, ses salariés sont particulièrement âgés. Ce vieillissement accéléré est sans doute le point le plus négatif de la politique de gel des embauches, qui rend **peu probable le sursaut productif qu'on en attend pour renforcer l'efficacité et le dynamisme de l'appareil d'Etat**, aujourd'hui défaillant. Ce diagnostic peut être élargi aux 18.000 salariés des entreprises publiques et para-publiques.

1998 marque un renversement de tendance spectaculaire dans la dynamique de création d'emplois. Alors que jusqu'en 1997 le secteur informel poursuivait sa lente « colonisation » du marché du travail, ce processus se voit remis en question depuis lors. Ainsi, entre 1995 et 1997 le secteur informel contribuait à raison de plus de 80% à la création nette d'emplois, le reste étant assuré par le secteur privé formel. Entre 1997 et 1998, sa contribution devient légèrement négative, avec une faible baisse du nombre d'emplois informels, tandis que le secteur privé formel prenait le relais et devenait le principal créateur net d'emplois (82%). En 1999, dans un contexte de stagnation du nombre global d'emplois, le secteur privé formel devient le seul créateur net d'emplois. Il génère près de 5.000 postes supplémentaires, qui viennent juste compenser la réduction observée dans le secteur informel. La baisse du taux d'informalité s'accompagne d'un mouvement inverse d'accroissement lent mais continu du taux de salarisation, engagé depuis 1996. **Ce mouvement de « reformatisation » du marché du travail est sans doute le meilleur indicateur de l'amélioration de la situation économique.**

L'apport spécifique de la zone franche mérite d'être souligné. Bien qu'elle ne représente encore que 6,7% des emplois, près d'un nouvel emploi sur trois créé entre 1995 et 1999 lui est attribuable. En termes d'emplois, **la zone franche est de très loin le secteur le plus dynamique**, avec un taux de croissance annuel moyen de 25%, contre 2,5% dans les autres secteurs. D'un point de vue général, sur l'ensemble de la période, **la création nette d'emplois est presque entièrement imputable au secteur privé**, résultat conforme à la nouvelle politique de promotion de ce secteur, même si la politique de statu quo de l'emploi dans l'administration n'est sûrement pas la plus judicieuse, comme on l'a vu plus haut.

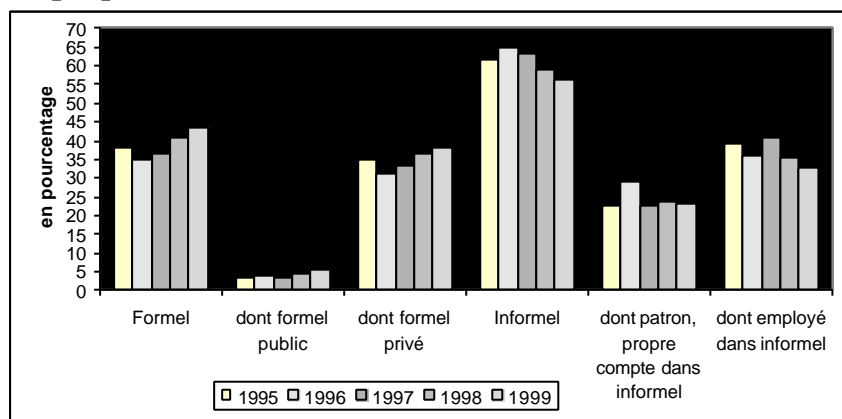
Tableau n° 2-1 : Contribution des secteurs à la création nette d'emplois 1995-1999

	1995-96	1996-97	1997-98	1998-99	cumulé 95-99	Contribut° en %
Secteur public	3.100	-2.900	4 100	-1.000	3.300	5,5%
Secteur privé formel	-700	7.900	17.600	4.450	29.300	48,8%
dont zone franche	6.000	2.000	5.000	6.000	19.000	31,7%
Secteur informel	16.600	16.000	-700	-4.450	27.400	45,7%
Total créat° nette d'emplois	19.000	21.000	21.000	-1.000	60.000	100%
	1995	1996	1997	1998	1999	Tx cr. 95- 99
Nb d'emplois total	415.000	434.000	455.000	476.000	475.000	+14,5%

Sources : Enquêtes-Emplois, 1995-1999, INSTAT, MADIO, nos propres calculs. Mode de lecture : entre 1995 et 1999, le nombre d'emplois a augmenté de 60.000, dont 29.300 ont été créés par le secteur privé formel, etc.

L'évolution de la structure des embauches montre clairement le dynamisme du secteur privé formel qui recrute une part de plus en plus importante des nouveaux postulants sur le marché du travail. Le secteur informel en revanche absorbe de moins en moins d'individus en quête d'emploi, en particulier les employés, puisque la proportion de ceux qui s'installent à leur compte reste relativement constante.

Graphique n° 2-1 : Evolution de la structure des embauches 1995-1999



Sources : Enquêtes-Emplois, 1995-1999, INSTAT, MADIO, nos propres calculs. Mode de lecture : en 1999, 43% des nouveaux emplois sont dans le formel, et 56% dans l'informel.

Soulignons que ce processus de reformatisation du marché du travail touche tous les niveaux de qualification. Quel que soit le niveau d'étude des nouveaux recrutés, qu'ils postulent pour des postes de cadres ou de simples employés, on constate une tendance à une plus grande insertion dans le secteur formel.

Parallèlement, lorsqu'on analyse la structure par branche des nouveaux emplois, c'est le secteur des services qui fait preuve de plus de dynamisme (de 37% des nouveaux recrutés en 1995, on passe à 41% en 1999). Dans une moindre mesure, l'augmentation des opportunités d'emplois dans le secteur industriel témoigne également du développement de ce dernier (sa part passe de 34% à 35% des embauches de 1995 à 1999). En revanche, les contributions du secteur primaire ainsi que du commerce sont en net recul (les nouveaux recrutements dans le commerce ne représentent plus que 22% du total en 1999 contre 26% en 1995). Ainsi, on enregistre une tendance plutôt favorable pour l'économie du pays avec, en termes d'emplois, **une dynamique plus forte des secteurs qui sont plus créateurs de valeur ajoutée (industrie, service) que des activités de circulation (commerce).**

2.3. La dynamique des revenus d'activité entre 1995 et 1999 : des gains substantiels de pouvoir d'achat...

En 1999, la rémunération mensuelle moyenne dans l'emploi principal est de 244.000 Fmg, tandis que la rémunération médiane ne dépasse pas 160.000 Fmg. Mais celles-ci cachent de fortes disparités, notamment entre les secteurs institutionnels.

Dans **le secteur public**, où l'ancienneté moyenne des salariés est la plus élevée, les revenus sont également supérieurs. Le revenu moyen mensuel est plus important dans les entreprises publiques que dans l'administration : 534.000 Fmg contre 395.000 Fmg. C'est dans **le secteur privé formel** que la charge de travail est la plus lourde, avec plus de 47 heures hebdomadaires, pour un revenu moyen de 277.000 Fmg. Pour un nombre d'heures encore plus élevé, les salariés des **entreprises franches** gagnent moins, avec 202.000 Fmg en moyenne. Enfin, **le secteur informel** reste le moins rémunérateur (182.000 Fmg par mois), même si le revenu moyen y est supérieur au salaire minimum officiel.

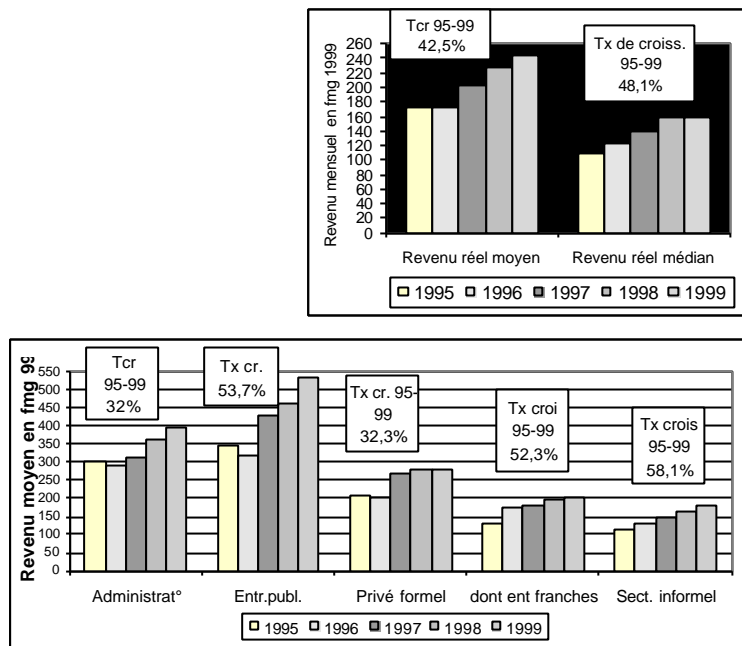
Au total, 43% des actifs occupés perçoivent moins de 139.000 Fmg par mois, un montant qui correspond au salaire minimum des catégories les moins qualifiées, en vigueur au premier trimestre 1999. Mais ils sont plus de 60% dans le secteur informel, tandis que près de neuf fonctionnaires sur dix gagnent entre 139.000 et 695.000 Fmg.

Entre février 1995 et mars 1999, dates pour lesquelles ont été relevés les revenus, plusieurs facteurs importants ont affecté le marché du travail. D'une part, les salaires administrés (salaires publics et salaire minimum du secteur privé) ont été relevés à plusieurs reprises. Ces relèvements ont été progressifs et favorables aux bas salaires, même si une décompression des salaires a été appliquée en 1999. D'autre part, la bulle inflationniste qui a affecté Madagascar en 1994 et 1995, a été résorbée. D'un taux en glissement annuel de 36% entre février 1995 et février 1996, les prix à la consommation ont augmenté de l'ordre de 6% les trois années suivantes.

Dans ce contexte, les revenus nominaux ont plus que doublé de 1995 à 1999, soit l'équivalent d'**un gain de pouvoir d'achat de 43% pour le revenu moyen et de 48% pour le revenu médian**. Si tous les secteurs bénéficient de cette embellie, **les salariés du secteur informel, des entreprises publiques et des entreprises franches sont les mieux lotis**, avec respectivement une croissance de 58%, 54% et 52% du revenu réel moyen. Malgré le rattrapage des deux dernières années, les fonctionnaires sont moins favorisés. Ils enregistrent malgré tout un gain réel de pouvoir d'achat de 32% en 4 ans.

L'évolution de la distribution des revenus est contrastée suivant les secteurs. Elle est plutôt favorable aux bas salaires dans l'administration, le secteur informel et la zone franche, et plus inégalitaires dans le secteur formel (entreprises publiques et privées).

Graphique n° 2-1 : Evolution des revenus d'activité 1995-1999

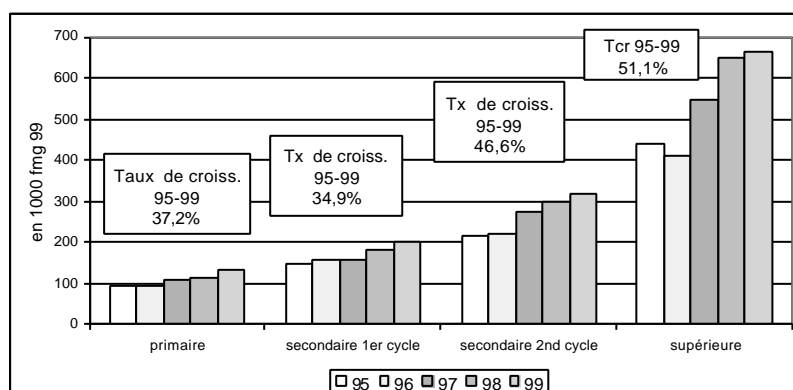


Sources : Enquêtes-Emplois, 1995-1999, INSTAT, MADIO, nos propres calculs.

Toutefois, lorsqu'on se penche sur l'évolution des revenus d'activité selon le niveau d'étude, **ce sont les plus diplômés qui ont le plus bénéficié de l'amélioration de la situation sur le marché du travail.** Ceux qui ont entrepris des études supérieures ont connu une hausse de 51% de leurs revenus d'activité en termes réels. Viennent ensuite les personnes ayant atteint le second cycle du secondaire (47%). La progression est en revanche plus faible (autour de 35%) pour ceux qui ont arrêté leurs études en primaire ou au collège. Ainsi, on assiste à une plus grande différenciation des revenus du travail selon la qualification des individus.

A titre de repère, il faut souligner que selon la grille salariale appliquée dans le secteur public, sur la même période, le salaire minimum des catégories les moins qualifiés « n'a évolué que de 31% ».

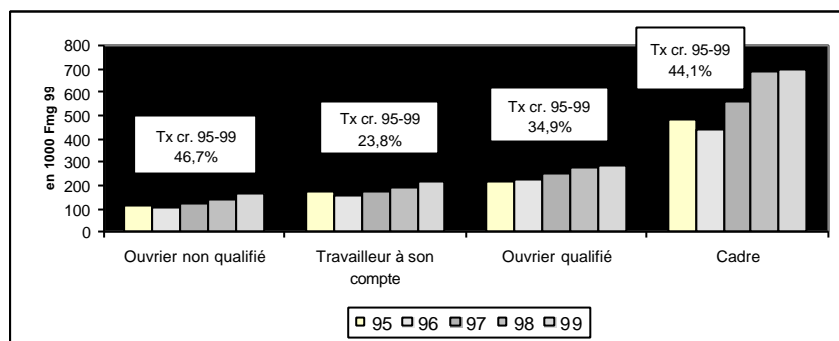
Graphique n° 2-2 : Evolution des revenus d'activité selon le niveau d'étude 1995-1999



Sources : Enquêtes-Emplois, 1995-1999, INSTAT, MADIO, nos propres calculs.

Si l'on analyse selon le CSP, ce sont les cadres moyens qui enregistrent la croissance des revenus la plus forte (+54% de 1995 à 1999, et +44% pour l'ensemble des cadres). Cette situation témoigne d'une tension sur le marché du travail pour ce type de qualifications. Les industriels déclarent notamment rencontrer des difficultés pour recruter des personnels d'encadrement et expliquent l'embauche de cadres étrangers par l'absence de malgaches ayant une compétence équivalente sur le marché du travail local (EAI, MADIO, 1998).

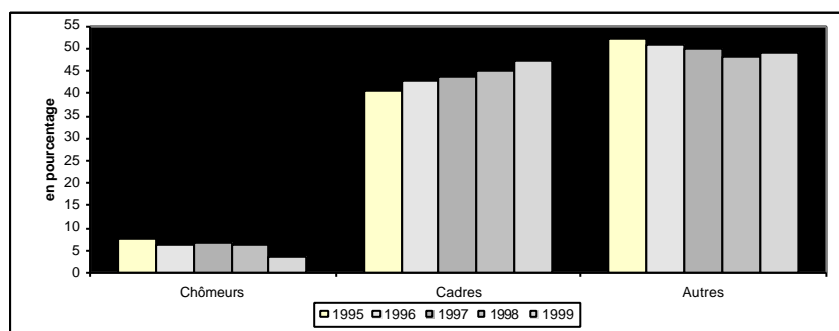
Graphique n° 2-3 : Evolution des revenus d'activité selon le CSP 1995-1999



Sources : Enquêtes-Emplois, 1995-1999, INSTAT, MADIO, nos propres calculs.

Deux autres phénomènes révèlent cette tension sur le marché du travail qualifié. D'une part, **le chômage chez les diplômés du supérieur est en net recul** (le taux passe de 7,5% à 3,8%, soit une diminution de près de 4 points de 1995 à 1999). D'autre part, **ces derniers occupent de plus en plus des postes de cadres** (c'est le cas de 47% d'entre eux en 1999 contre 40% en 1995). Ainsi, les opportunités sur le marché du travail sont plus facilement saisies par ceux qui ont les plus de stock de capital humain. Ces derniers bénéficient d'une plus forte augmentation de leurs revenus compte tenu de la rareté relative de leurs compétences.

Graphique n° 2-4 : Une meilleure insertion des diplômés du supérieur 1995-1999



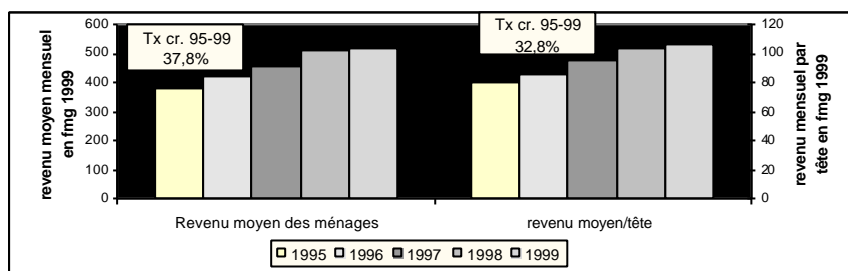
Sources : Enquêtes-Emplois, 1995-1999, INSTAT, MADIO, nos propres calculs.

2.4. ...qui profitent à l'ensemble des membres du ménage

La croissance des revenus d'activité individuels se transmet aux revenus des ménages. Ainsi entre 1995 et 1999, **le revenu d'activité nominal mensuel par tête des ménages** (emplois principal et secondaire) **a plus que doublé**, ce qui correspond à une augmentation de **+33% en termes réels**. De plus, cette amélioration profite à toutes les catégories de ménages, au premier rang desquelles les "*ménages publics*" qui ont connu la plus forte appréciation, avec +60%. Viennent ensuite les "*ménages informels*"

avec un gain de pouvoir d'achat de +50% et enfin les “*ménages privés formels*” dont les revenus par tête croissent de +27%.

Graphique n° 2-1 : Evolution des revenus d'activité des ménages 1995-1999



Sources : Enquêtes-Emplois, 1995-1998, INSTAT, MADIO, nos propres calculs.

3. LES EFFETS INDUITS DE LA CROISSANCE

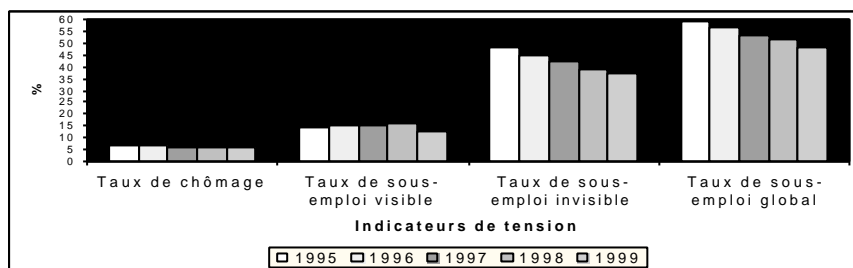
3.1. L'embellie se traduit par un recul important du sous-emploi ...

La croissance des rémunérations ne s'est pas faite au détriment de l'emploi et de ceux qui sont exclus du marché du travail. Au contraire, elle s'accompagne d'une réduction des tensions sur ce marché. En premier lieu, **le taux de chômage recule de près de 1 point, en passant de 6,8% à 5,9%, entre 1996 et 1999**. Le nombre de chômeurs (au sens du BIT) se maintient aux environs de 30.000 personnes. Ce chômage est avant tout un chômage d'insertion, qui affecte surtout les jeunes et les diplômés. Ces derniers ne sont pas prêts à exercer un emploi à n'importe quel prix, et cherchent un poste correspondant à leur qualification. En contrepartie, la durée du chômage reste relativement longue. Elle atteint 20 mois en moyenne. Enfin, les femmes ne sont pas plus touchées que les hommes par le chômage.

En fait, si le taux de chômage est aussi faible, et sans doute proche d'un niveau incompressible, c'est qu'il n'est pas un bon indicateur des tensions sur le marché du travail. En l'absence d'indemnités, rester chômeur n'est possible que si l'on appartient à une famille relativement aisée susceptible de prendre en charge ceux qui ne travaillent pas. Comme dans la plupart des pays en développement, le sous-emploi fournit une meilleure mesure de l'insuffisance ou de l'inadéquation de l'offre d'emplois.

Même si le sous-emploi reste toujours le principal problème du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo, il régresse très fortement. Ainsi, le taux de sous-emploi "invisible", correspondant à la proportion d'actifs occupés les plus mal rémunérés (ici ceux dont le revenu est inférieur au salaire minimum horaire réel de 1995), baisse de 11 points, de 48% en 1995 à 37% en 1999. Si l'on retient l'indicateur de sous-emploi global, qui cumule les trois formes de sous-emploi (visible, c'est-à-dire ceux qui travaillent moins de 35 heures par semaine et voudraient travailler plus, invisible et chômage), la chute est tout aussi significative. Alors qu'il affectait 60% des actifs en 1995, il n'est "plus" que de 48% en 1999.

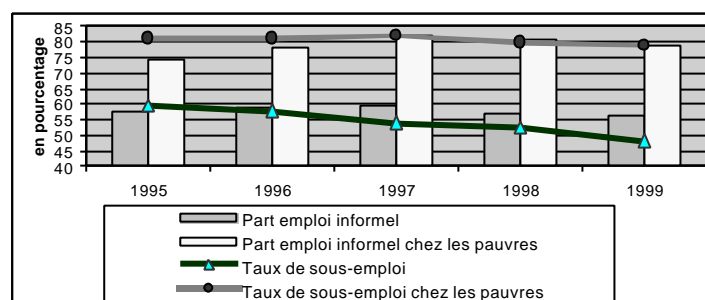
Graphique n° 3-1 : Evolution du chômage et du sous-emploi 1995-1998



Sources : Enquêtes-emplois, 1995-1999, INSTAT, MADIO, nos propres calculs.

Toutefois, ce recul du sous-emploi ne touche pas les plus pauvres. Le taux de sous-emploi global qui est très élevé chez ces derniers diminue à peine de 2 points (passant de 81% à 79%). Le taux de chômage reste constant (autour de 9% contre 6% pour l'ensemble de la population). Et tandis qu'on assiste en général à une reformatisation du marché du travail, les pauvres s'insèrent très difficilement sur le marché du travail formel. La part de l'emploi informel passe même de 75% en 1995 à 79% en 1999 chez les actifs de la population pauvre.

Graphique n° 3-2 : La difficile insertion des pauvres sur le marché du travail



Sources : Enquêtes-emplois, 1995-1999, INSTAT, MADIO, nos propres calculs.

Le seuil de pauvreté retenu est la ligne correspondant à 1\$PPA 1985 par tête et par jour. L'indicateur utilisé porte sur le revenu des ménages.

3.2. ... et de la mobilisation "forcée" de la main-d'œuvre familiale

Les longues années de crise et de régression des revenus se sont traduites par une mobilisation générale de la main-d'œuvre des ménages pour tenter de contrecarrer les effets de la baisse du pouvoir d'achat. Or, pour la première fois en 1998, cette tendance amorce un début de renversement, qui se confirme en 1999. D'une part, **le taux de pluri-activité** (c'est-à-dire les personnes qui exercent simultanément plusieurs emplois) **recule** de 4,3 points entre 1997 et 1999 (resp. 12,7% et 8,4%). D'autre part, **le taux d'activité est lui aussi en forte baisse** depuis deux ans. En 1997, 483.000 personnes étaient engagées sur le marché du travail, ce qui correspondait à un taux d'activité de 63,4%. S'ils sont 505.000 en 1999, le taux d'activité n'est plus que de 57,8%. Cette baisse est surtout imputable à une moindre participation des plus jeunes au marché du travail et au retrait des plus âgés, ainsi que des femmes. Pour ces dernières, le taux d'activité enregistre un recul continu depuis 1998. Il est passé de 58,5% en 1995 à 51,8% en 1999. Ce mouvement correspond à un retrait des femmes (et parallèlement des enfants) qui se sont trouvés contraints de travailler pour améliorer le revenu du ménage. En effet, lorsque les ressources financières du ménage (hors revenu de la femme ou de l'enfant) augmentent, la probabilité d'activité de la femme (et des enfants) baisse (voir tableau ci-dessous).

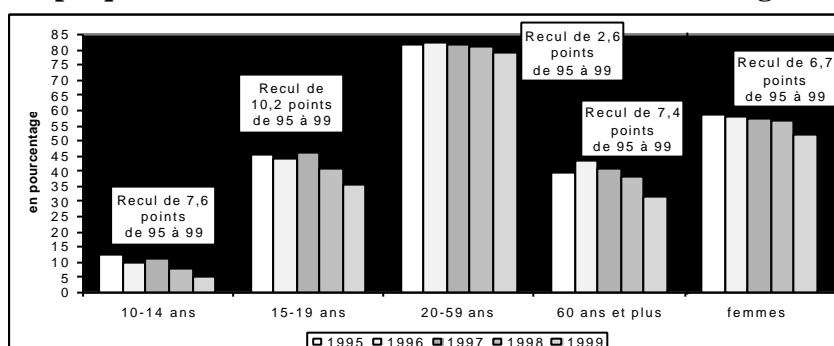
Tableau n° 3-1 : Une corrélation négative entre l'activité de la femme ou de l'enfant et le revenu du ménage (Modèle logit)

	Activité de la femme				Activité des enfants (> 15 ans)			
	1998		1999		1998		1999	
	Coef.	Wald	Coef.	Wald	Coef.	Wald	Coef.	Wald
Log (revenu ménage)*	-0,17	(14,9)	-0,33	(62,1)	-0,38	(80,2)	-0,31	(80,1)
Log (taille du ménage)	0,48	(15,8)	0,52	(20)	0,42	(14,1)	0,40	(13,9)
Constante	1,0	(11,9)	1,6	(32,3)	1,4	(23,7)	1,0	(15,3)
% paires concordantes	56,1%		61%		59,4%		60,4%	

Sources : Enquêtes-emplois, 1995-1999, INSTAT, MADIO, nos propres calculs. * Le revenu considéré ici est le revenu total du ménage mais hors revenu d'activité de la femme ou de l'enfant.

Parallèlement, à l'extrémité de la pyramide des âges, les aînés commencent à entrevoir la possibilité de ne plus exercer d'emploi. Ainsi, le taux d'activité des 60 ans et plus régresse de 43,4% en 1997 à 39,3% en 1998 et 32% en 1999.

Graphique n° 3-1 : Evolution du taux d'activité selon l'âge et le sexe



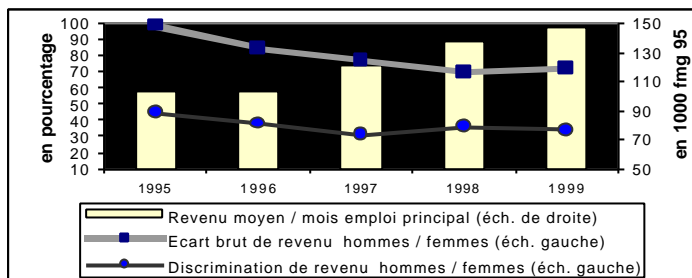
Sources : Enquêtes-emplois, 1995-1999, INSTAT, MADIO, nos propres calculs.

3.3. L'amélioration progressive de la situation des femmes...

La situation relative des femmes dans la société malgache est traditionnellement considérée comme plutôt enviable. Si ce constat relève plus d'impressions subjectives (par exemple en référence au rôle des femmes joué dans l'histoire du pays) que d'études systématiques et documentées, un certain nombre d'indicateurs semblent étayer ce diagnostic. Le plus solide est sans conteste la faiblesse des écarts entre hommes et femmes en matière de scolarisation (Roubaud, 1996). Non seulement, les différences sont minimes, mais elles ont tendance à se réduire avec le temps, voire même à s'inverser en faveur de ces dernières. Aujourd'hui dans la capitale, le nombre moyen d'années d'études réussies des deux sexes est le même pour la génération des moins de 25 ans.

Cependant, une analyse de l'insertion sur le marché du travail montre que l'égalité de genre est loin d'être acquise. Certes, les femmes ne sont pas plus touchées que les hommes par le chômage, mais ce résultat n'est obtenu que parce que les femmes acceptent des emplois plus précaires et de moindre qualité. Le niveau relatif de la rémunération des femmes est un bon indicateur des difficultés qu'elles rencontrent. Sur la période d'étude, les hommes perçoivent un revenu moyen de 100% à 70% plus élevé que celui des femmes. Même en contrôlant du type d'emploi exercé, de l'éducation, de l'expérience et de l'ancienneté, la prime accordée aux hommes reste supérieure à 30%.

Graphique n° 3-1 : Les écarts de rémunération entre hommes et femmes se réduisent

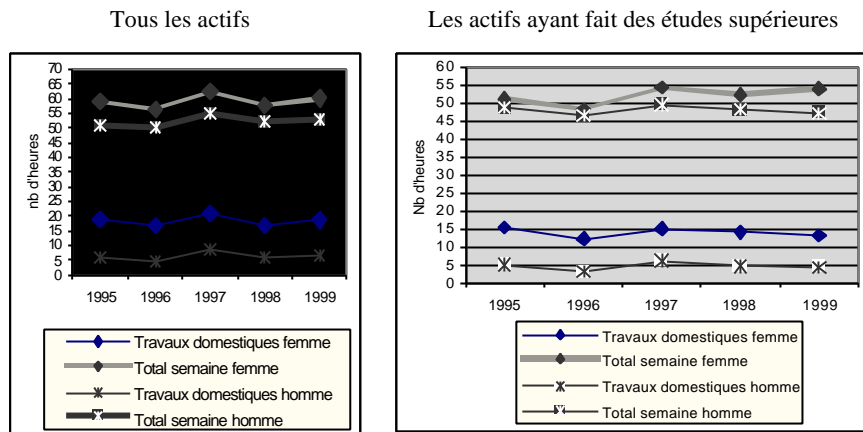


Sources : Enquêtes-emploi, 1995-1999, MADIO, nos propres calculs. Ne porte que sur les actifs rémunérés. L'effet de la discrimination a été obtenu à partir d'une équation de gain estimée par la méthode des MCO. Les variables explicatives retenues, en dehors du genre, sont : le nombre d'heures ouvrées, le niveau d'éducation, l'expérience, l'ancienneté, le secteur institutionnel et la catégorie socio-professionnelle. Les problèmes de sélection et d'endogénéité n'ont pas été traités.

Mais le résultat le plus intéressant est **la baisse très sensible des écarts de rémunération entre les sexes au cours des quatre dernières années**. En 1995, les revenus masculins étaient deux fois supérieurs à ceux perçus par les femmes. En 1999, ce ratio n'était plus que de 1,75 en faveur des premiers. Cette baisse ne s'explique que partiellement par la recomposition sectorielle de la main-d'œuvre (retrait des femmes les moins qualifiées du marché du travail, insertion plus rapide dans des secteurs plus rémunérateurs). Ainsi, à travail et qualification égale, le « bonus » au profit des hommes est passé de 46% à 35% au cours de la même période. **Il semble donc que la croissance a eu pour effet d'affaiblir la discrimination entre hommes et femmes**. Ces dernières ont donc doublement profité de la croissance.

La situation des femmes actives au sein de leurs ménages face aux partages des tâches domestiques a toutefois peu évolué. Le nombre d'heures consacrées aux activités domestiques ne changent pas. Il y a toujours une forte inégalité entre les hommes et les femmes quant au nombre d'heures consacrées aux activités domestiques (pour les premiers, il passe de 6 heures en 1995 à 6,7 heures en 1999 ; pour les seconds, il se situe toujours autour de 19 heures). Sachant que le nombre d'heures consacrées aux activités professionnelles n'a globalement pas changé (il a plutôt légèrement augmenté pour les deux sexes), au total sur une semaine, une femme assume en moyenne une charge supplémentaire d'environ 7 heures par rapport à un homme en 1999 (contre une différence de 8 heures en 1995). On enregistre donc une très légère amélioration de la situation sur cinq ans. Mais une plus longue période est sans doute nécessaire pour qu'un véritable changement puisse être perceptible.

Graphique n° 3-2 : Evolution du nombre moyen d'heures consacrées aux activités domestiques et professionnelles selon le sexe

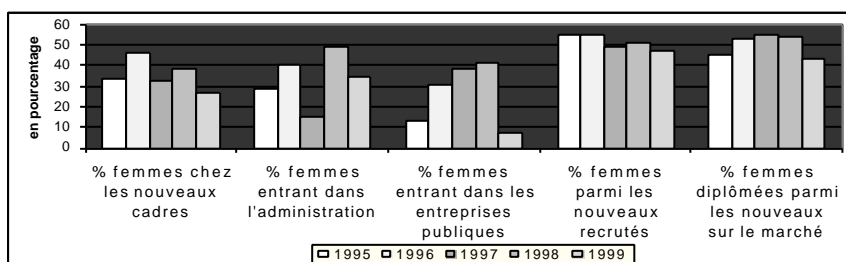


Sources : Enquêtes-emploi, 1995-1999, MADIO, nos propres calculs. Ne porte que sur les actifs. Total semaine : le nombre d'heures total consacrées aux travaux domestiques, études ou formation et activité professionnelle.

La croissance a même un effet négatif inattendu pour les femmes diplômées du supérieur puisqu'elles connaissent une augmentation de la durée de leurs activités professionnelles (+5 heures de 1995 à 1999) sans que l'intensité de leurs activités domestiques ne diminue de façon équivalente (deux heures de moins de 1995 à 1999). Ainsi, ces dernières enregistrent un alourdissement de leur emploi du temps.

Quant à leur possibilité d'accès à des emplois protégés, on n'observe pas de tendance claire. Elles n'intègrent pas plus facilement la fonction publique. Parallèlement, il semble même qu'elles accèdent de moins en moins aux postes de cadres, alors que les femmes représentent une part importante (de 44% à 55%) de l'ensemble des diplômés du supérieur qui se présentent en tant que nouveau postulant sur le marché du travail. Si le pourcentage de femmes parmi les nouveaux recrutés des entreprises publiques est en hausse (si on exclut la chute en 1999), il faut souligner que ces recrutements ne représentent qu'une infime minorité des nouveaux emplois (moins de 1% des femmes nouvellement recrutées vont dans les entreprises publiques).

Graphique n° 3-3 : L'accès des femmes aux postes de cadres, de salariés dans l'administration ou dans les entreprises publiques



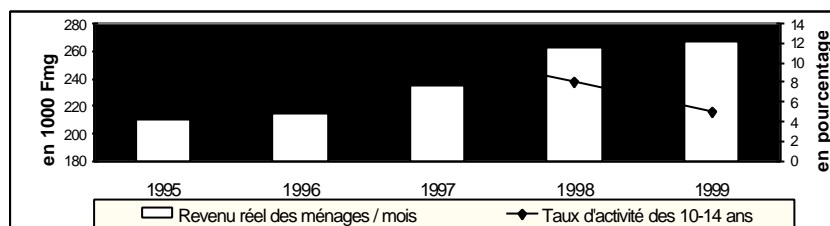
Sources : Enquêtes-emploi, 1995-1999, MADIO, nos propres calculs. Ne porte que sur les personnes nouvellement recrutées. Les femmes diplômées sont celles ayant fait des études supérieures. Le pourcentage de femmes diplômées parmi les nouveaux inclut celles qui ont eu un nouvel emploi et celles qui en recherchent.

3.4. ... et des enfants

Mécaniquement, l'augmentation du pouvoir d'achat familial bénéficie aux enfants. Leurs conditions de vie (consommation alimentaire, habillement, logement, etc.) s'améliorent avec celle des ménages. Mais en plus, la croissance les affecte directement en réduisant leur participation au marché du travail et

parallèlement en réduisant le phénomène de déscolarisation. Ainsi, le taux d'activité des 10-14 ans est passé de 13% en 1995 à 5% en 1999. On observe le même phénomène pour les 15-19 ans, avec une chute de 46% à 36%. La contrepartie de ce désengagement du marché du travail est **un meilleur taux de fréquentation scolaire**. En 1995, 84% des 10-14 ans étaient scolarisés. Cette proportion atteint 91% en 1999. Bien que moins marqué, le bilan reste très positif pour les autres tranches d'âge. Le taux de scolarisation des 6-9 ans gagne 4 points (de 85% à 89%), tandis qu'il passe de 50% à 54% chez les 15-19 ans). De plus, même chez ceux qui ne vont pas ou plus à l'école, les raisons invoquées pour expliquer cette désaffection sont moins souvent liées aux contraintes financières qui pèsent sur les familles et plus à des choix délibérés.

Graphique n° 3-1 : La croissance réduit le taux d'activité des enfants



Sources : Enquêtes-emploi, 1995-1999, MADIO, nos propres calculs.

3.5. La pauvreté régresse...

La dynamique favorable enregistrée sur le marché du travail se traduit par un recul de plus de 10 points du taux de pauvreté dans l'agglomération d'Antananarivo. En effet, en termes de nombre d'individus, et du point de vue monétaire (niveau de revenu), **l'incidence de la pauvreté passe de 39% à 27% de 1995 à 1999**.

Tableau n° 3-1 : Evolution de la pauvreté monétaire dans l'agglomération d'Antananarivo 1995-99

	1995	1996	1997	1998	1999
Taux de pauvreté (% d'individus)	39,1	35,6	28,2	28,4	27,2
Taux de pauvreté (% de ménages)	34,9	32,4	24,3	25,4	24,0
Ligne de pauvreté (en 1.000 mg / mois)	28,6	38,7	41,1	44,4	47,1
IPC (période d'enquête 1-2-3 phase 1)	100	135,3	143,7	155,6	164,8

Sources : Enquêtes-emploi, 1995-1999, MADIO, nos propres calculs. Les taux ont été calculés à partir des revenus par tête des ménages. La ligne de pauvreté a été calculée de sorte que le taux de pauvreté obtenu à partir des revenus en 1995 corresponde à celui évalué à partir de l'enquête sur la consommation (phase 3 de l'enquête 1-2-3) en appliquant le seuil de 1dollar 1985 (PPA) par tête. Cette ligne a été maintenue en termes réels pour les années 1996 à 1999.

L'analyse en terme de dominance permet d'éprouver la robustesse des conclusions obtenues³. Si d'une année à l'autre (en particulier de 1997 à 1999), les évolutions ne sont pas toujours évidentes et dépendent de la ligne de pauvreté retenue, la réduction de la pauvreté dans l'agglomération d'Antananarivo de 1995 à 1999 ne souffre aucune ambiguïté. Quel que soit le seuil considéré pour définir le groupe des pauvres, ces derniers sont moins nombreux en 1999 relativement à 1995.

3. Cette analyse a été effectuée grâce au logiciel DADS élaboré par Duclos, Araar et Fortin (1999).

Tableau n° 3-2 : Résultats de dominance sur l'évolution de la pauvreté

Test de dominance de premier ordre (sur P0 incidence de la pauvreté)

	1995	1996	1997	1998
1995				
1996	92 (14,9) en dessous P95>P96 au-dessus P96>P95			
1997	P95>P97	P96>P97		
1998	P95>P98	P96>P98	Pas de dominance (plusieurs points de croisement)	
1999	P95>P99	P96>P99	26,3 (20,1) au-dessus P97>P99	22,7 (30) en dessous P99>P98 au-dessus P98>P99

Sources : Enquêtes-emploi, 1995-1999, MADIO, nos propres calculs. Analyse effectuée à partir du logiciel DADS de Duclos, Araar et Fortin (1999).

Mode de lecture : Il y a dominance P96>P97 c'est-à-dire que la pauvreté est supérieure en 1996 relativement à 1997, quelle que soit la ligne de pauvreté retenue. Sinon lorsqu'il n'y a pas dominance, on indique la ligne de pauvreté en 1.000 fmg constant 1995 et l'écart-type (valeur de la ligne pour laquelle les courbes se croisent). Rappelons que la ligne de 1\$ par tête par jour en PPA correspond à 28.600 fmg 95 par mois.

Cette amélioration de la situation obtenue à partir d'indicateurs monétaires se trouve confirmée lorsque l'on s'intéresse à l'évolution des conditions de vie matérielle des ménages, notamment les éléments de confort du logement. Ainsi, les ménages qui habitent dans des maisons en dur sont relativement plus nombreux (52% en 1995 à 63% en 1999). De même, plus de ménages ont accès à l'électricité (60% en 1995 à 68% en 1999). Mais c'est le taux d'équipement en poste téléviseur qui a connu l'évolution la plus marquée (passant de 36% à 51% de 1995 à 1999). En revanche, concernant l'adduction d'eau et la disponibilité de chasse d'eau privative, la situation semble avoir stagné⁴.

Tableau n° 3-3 : Evolution des conditions de vie des ménages 1995-99

(Equipements du ménage)

En pourcentage	1995	1996	1997	1998	1999
Murs en dur	51,7	50,6	60,6	56,8	62,6
Accès à l'électricité	59,9	62,5	63,3	66,3	68,2
Accès à l'eau (avec robinet intérieur)	21,1	20,1	16,8	18,3	16,3
Aisance avec chasse d'eau individuelle	10,7	11,2	9,9	9,9	9,5
Poste de TV	35,5	38,5	40,5	44,3	50,9
Voiture	8,4	8,2	8,6	9,9	9,4
Téléphone	4,3	4,1	4,2	5,9	6,1

Sources : Enquêtes-emploi, 1995-1999, MADIO, calculs MADIO.

Deux interprétations peuvent être proposées pour expliquer ces évolutions contrastées. D'une part, ce sont les ménages déjà relativement lotis qui ont le plus bénéficié de l'amélioration de la conjoncture économique. Il s'agit de ceux qui ont la possibilité d'acheter une télévision, une voiture, de se raccorder à l'électricité ou au réseau téléphonique. D'autre part, la dynamique économique ne peut se traduire sur les conditions de vie des ménages que si parallèlement, on enregistre une amélioration des services de

4. Il convient d'interpréter avec prudence la baisse en termes d'accès à l'eau (tableau 6), compte tenu d'un changement au niveau des échantillons enquêtés de 1996 à 1997. Il faut plutôt conclure sur une stagnation de la situation en la matière.

distribution (publique ou privée). C'est le cas en ce qui concerne le téléphone, mais apparemment pas pour l'eau.

3.6. ... mais les inégalités persistent

L'analyse de la distribution des revenus sur le marché du travail ne révèle pas de changement vraiment sensible de la situation en matière d'inégalités. Si le recul du PIB par tête en 1995 et 1996 semble avoir réduit le niveau des inégalités, celui-ci s'est de nouveau accru en 1998 et 1999 pour retrouver un niveau équivalent à celui de 1995. Ce phénomène semble confirmer le fait que les effets de la croissance économique des dernières années aient été plus favorables aux personnes qui se situent en haut de la hiérarchie salariale. L'évolution des inégalités reste toutefois très faible.

Tableau n° 3-1 : Evolution des inégalités sur le marché du travail 1995-99

Indice de Gini (sur le revenu horaire dans l'activité principale)

	1995	1996	1997	1998	1999
Administration	0.48	0.40	0.41	0.43	0.44
Entreprises publiques	0.43	0.34	0.42	0.42	0.47
Secteur privé formel	0.54	0.45	0.53	0.57	0.55
Secteur informel	0.60	0.61	0.58	0.61	0.59
Autres	0.60	0.42	0.45	0.70	0.53
Total	0.58	0.55	0.55	0.59	0.57

Sources : Enquêtes-emploi, 1995-1999, MADIO, nos propres calculs.

Concernant la distribution des revenus à l'intérieur des différents secteurs institutionnels, on observe une diminution des inégalités au sein de l'administration résultant de la politique qui a plutôt favorisé les bas salaires, du moins au début de la période étudiée. Les écarts se maintiennent pour le secteur privé formel et informel. En revanche, les écarts se creusent de 1995 à 1999 au sein des entreprises publiques malgré une forte réduction en 1996.

Globalement, les mêmes tendances peuvent être observées entre les ménages, avec un premier mouvement à la baisse de 1995 à 1996, et une montée des inégalités à partir de 1997.

Tableau n° 3-1 : Evolution des inégalités entre les ménages 1995-99

Indice de Gini (sur le revenu par tête des ménages)

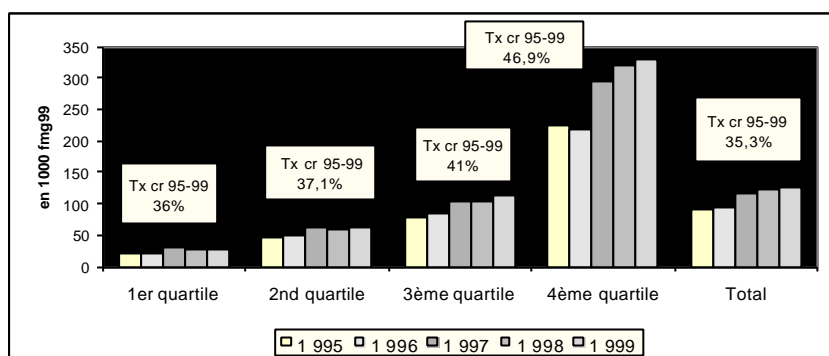
	1995	1996	1997	1998	1999
Ménages publics	0,42	0,38	0,43	0,47	0,48
Ménages privés formels	0,53	0,45	0,51	0,52	0,51
Ménages informels	0,45	0,49	0,46	0,50	0,49
Total	0,49	0,46	0,49	0,52	0,51

Sources : Enquêtes-emploi, 1995-1999, MADIO, nos propres calculs.

Lorsqu'on constitue les quartiles d'individus selon leur revenu par tête pour chaque année⁵, **l'ampleur de l'évolution du revenu moyen croît du quartile pauvre à celui des plus riches**. Une augmentation de 36% en termes réels est en effet enregistrée pour le premier quartile contre 47% pour le dernier quartile. Ce constat laisse apparaître clairement l'inégale répartition des fruits de la croissance, même si tous les groupes de ménages en ont profité.

5. Il ne s'agit pas de données de panel, les individus d'un quartile pour une année n'appartiennent pas forcément au même quartile l'année suivante.

Graphique n° 3-1 : Evolution du revenu moyen par tête par quartile



Sources : Enquêtes-emploi, 1995-1999, MADIO, nos propres calculs. Il s'agit de l'évolution du revenu moyen par tête pour chaque quartile d'individus reconstitué pour chaque année. Le revenu du ménage à la base du calcul inclut ici les revenus d'activités, les primes, avantages et les transferts.

CONCLUSION

En conclusion, l'impact favorable de la trajectoire récente de l'économie malgache sur les ménages de l'agglomération d'Antananarivo ne peut être mis en doute. Le diagnostic établi à partir d'informations statistiques fiables, disponibles pour cinq années consécutives, grâce à un dispositif de suivi solide, lève les interrogations sur le caractère effectif de la croissance, du moins pour les habitants de la capitale. En effet, **l'enquête-emploi met en évidence l'image d'un marché du travail en phase de récupération rapide**, depuis 1997. **Les ménages de la capitale commencent à tirer profit de la politique économique de transition vers l'économie de marché**. L'arrêt du processus d'informalisation du marché du travail, le relais pris par le secteur privé formel, notamment par la zone franche, dans la dynamique de création d'emplois, et surtout l'augmentation du pouvoir d'achat de la rémunération du travail, qui touche tous les secteurs, sont autant de signes encourageants, témoignant de l'amélioration de la situation économique.

Cette embellie se traduit par un recul significatif du sous-emploi et du chômage. Elle a également pour conséquence une baisse de la mobilisation «forcée» de la main-d'œuvre familiale, avec la diminution du taux d'activité des femmes, des plus âgés, ainsi que des enfants. Pour ces derniers, leur moindre participation au marché du travail est particulièrement bénéfique dans la mesure où elle entraîne un meilleur taux de fréquentation scolaire. Une amélioration progressive de la situation des femmes est également perceptible. Malgré la persistance des inégalités au détriment des femmes, les écarts de rémunération entre les sexes baissent de façon très sensible au cours des quatre dernières années. Enfin, la régression de la pauvreté, dont l'incidence passe de 39% à 27% de 1995 à 1999, constitue un phénomène marquant qui illustre l'effet positif de la croissance sur l'ensemble des ménages. Toutefois, cette dynamique positive semble avoir plus favorisé les ménages les mieux lotis. Ce sont les diplômés du supérieur qui enregistrent les hausses les plus fortes en matière de revenus d'activité. L'ampleur de l'évolution du revenu moyen des ménages croît du quartile le plus pauvre à celui des plus riches. Enfin, le recul du sous-emploi ne touche quasiment pas la population pauvre. Cette disparité en termes de répartition des fruits de la croissance conduit à une persistance, sinon à une légère aggravation, des inégalités.

Le diagnostic globalement positif incite à la poursuite des efforts déjà consentis. Ce redressement reste en effet fragile. En particulier, la consolidation de la dynamique de croissance des revenus dépend de deux facteurs-clefs. En premier lieu, **la maîtrise de l'inflation est un impératif**, les périodes de forte

croissance des prix ayant été dévastatrices sur le pouvoir d'achat des ménages, dont les rémunérations ne sont que très partiellement indexées sur les prix. En second lieu, l'augmentation des revenus réels n'a pu se concrétiser que grâce au processus non anticipé de désinflation. Or aujourd'hui, cet effet a atteint ses limites. Aussi et au-delà de ce facteur largement conjoncturel, il convient donc d'y substituer un mode plus structurel d'amélioration des revenus réels. **Seule la croissance de la productivité du travail est susceptible d'entretenir un cercle vertueux et durable de croissance des salaires réels.** Enfin, la mise en place de politiques spécifiques en faveur de la population pauvre s'avère nécessaire pour éviter l'aggravation des inégalités et pour asseoir la dynamique de l'économie sur des bases stables.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AFRISTAT (1998) : «*Etat du système statistique dans les Etats membres d'Afristat. Rapport de synthèse de l'enquête réalisée en 1996* », Série Etudes n°1, Bamako.

ANDRIANJAKA H., RAMBELOMA T. et RARIVOARIVELOMANANA J. (1999) : «*Bilan macro-économique 1999 et perspectives de l'économie malgache pour 2000-2001* », Madio n°9918/E, Antananarivo, décembre.

Madio (1995) : «*L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo. Enquête Emploi 1995, premier trimestre 1995* », n°9506/E, Antananarivo.

Madio (1996) : «*L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo. Enquête Emploi 1996, premier trimestre 1996* », n°9633/E, Antananarivo.

Madio (1997) : «*L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo. Enquête Emploi 1997, premier trimestre 1997* », n°9728/E, Antananarivo.

Madio (1998) : «*Le secteur industriel formel à Madagascar. Caractéristiques, performances et perspectives. Enquête Annuelle dans l'Industrie, exercice 1996, premiers résultats* », n°9801/E, Antananarivo, janvier 1998.

Madio (1998b) : «*L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo. Enquête Emploi 1998, premier trimestre 1998* », n°9828/E, Antananarivo.

Madio (1999b) : «*L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo. Enquête Emploi 1999, premier trimestre 1999* », n°9928/E, Antananarivo.

RAVELOSOA R. et ROUBAUD F. (1996) : «*Dynamique de la consommation dans l'agglomération d'Antananarivo sur longue période, et les stratégies d'adaptation des ménages face à la crise* », Revue Economie de Madagascar n°1, Antananarivo, pp 9-40.

RAZAFINDRAKOTO M. et ROUBAUD F. (1996) : «*Bilan macro-économique 1990-96 et perspectives de l'économie malgache 1997-1998* », Madio n°9664/E, Antananarivo.

ROUBAUD F. (1996) : «*La politique d'éducation au cœur de l'ajustement à Madagascar. Que veulent les Tananariviens ?* », Revue Economie de Madagascar n°1, Antananarivo, pp. 149-185.